

Nouvelles locales du mardi 14 juillet 2015

@rib News, 14/07/2015 - La présence du président Museveni au Burundi n'aura pas changé grand-chose sur le plan sécuritaire. En effet, des tirs et des explosions de grenades se sont fait entendre dans plusieurs quartiers de Bujumbura et Bujumbura rural. Ces tirs et explosions se font entendre dans les quartiers 4, 5 et 6 de la commune urbaine de Ngagara où même un bureau postal a également été attaqué. Deux grenades ont explosé sur la chaussée Mgr Buconyori et d'autres dans la commune urbaine de Nyakabiga. Des coups de feu et explosions ont retenti aussi à Mutanga Nord et Buterere et le bilan de cette situation n'est pas encore connu.

ï Diplomatie - Arrivée ce mardi du facilitateur désigné par les chefs d'Etats de la communauté est-africaine dans la crise politique burundaise. Le président ougandais est arrivé par la route passant par le Rwanda et est arrivé à Bujumbura en début d'après-midi. Museveni a tout d'abord rencontré le président de la République ; Le facilitateur de la compagnie du secrétaire général de l'Afrique EAC, Richard Sezibera et du 1er vice-président du Burundi Prosper Bazombanza ont rencontré successivement et séparément les politiciens burundais, les organisations de la société civile, les confessions religieuses, un représentant des Médias, Innocent Muhozi, les associations des anciens combattants.

ï Société - Triste anniversaire de deux mois au sein de la famille des journalistes burundais. En effet, ce mardi, 14 juillet marque deux mois jour pour jour depuis la destruction des 4 principales radios indépendantes du Burundi. Il s'agit de la radio Bonesha FM, la RPA, la radio Isanganiro et Radio-Télévision Renaissance. La RPA et la radio Télévision Renaissance ont été brûlées et saccagées durant la nuit du 13 au 14 mai alors que le matin du 14 mai, c'était le tour de la Bonesha et d'Isanganiro. L'après-midi du 13 la radio Télévision Rema avait vu le même calvaire. Depuis lors, les journalistes des principales radios indépendantes du Burundi sont entrés dans la clandestinité d'autres ont fui le pays par peur pour leur sécurité. Ceux qui sont restés au pays vivent dans une situation d'insécurité physique et financière persistante. Le public burundais est privé d'une information équilibrée et vit au rythme des rumeurs et d'une information complétement dévolue à la cause du pouvoir livré par la radiotélévision nationale, et reste ainsi terré dans la peur et l'appréhension.

- A l'occasion de cette commémoration, le président de l'association burundaise des radios diffuseurs (ABR), s'exprime Patrick Nduwimana, au nom de cette association professionnelle des journalistes, affirme qu'il aimerait se joindre aux collègues des Médias détruits par le pouvoir pour commémorer ce triste anniversaire. Il souhaite bon courage à tous ses collègues restés au pays, mais aussi à tous les ceux qui ont été contraints à l'exil. Il saisit cette occasion pour lancer un appel vibrant au gouvernement burundais de rouvrir ces radios fermées qui sont membres de l'ABR. Il rappelle que le Procureur général de la République a promis des enquêtes pour déterminer les responsables de cette destruction machante des radios indépendantes. Ainsi, il lui demande de publier les résultats de ces enquêtes, mais aussi en attendant les résultats de ces enquêtes, d'autoriser la réouverture de ces radios. Le même appel est lancé aux Nations Unies, à l'Union Africaine, aux partenaires du Burundi de faire pression sur le gouvernement burundais pour la réouverture des radios concernées et de garantir la sécurité des journalistes issus de ces radios.

- Des jeunes de Mutakura se lamentent que l'administrateur de la commune urbaine de Cibitoke refuse de fournir les attestations de décès pour les victimes des grenades qui sont lancées dans ce quartier. L'administrateur de la commune urbaine Cibitoke refuse de remettre cette attestation pour les deux personnes qui ont été retrouvées ligotées assassinées et Mutakura ce lundi 13 mai 2015. La seule raison qui motive cette autorité est l'appartenance des victimes au parti d'opposition MSD. Suite à ce refus, l'hôpital ne peut pas son tour de livrer les corps pour qu'ils soient enterrés.

L'association de défense des droits humains et des prisonniers (APRODH) exige la délivrance du document sans quoi ce serait une violation pure et simple de la loi. Pour Pierre Claver Mbonimpa, président de cette association, un mort doit être respecté même si c'est un opposant ou un ennemi.

ï Justice - Les 170 rebelles présumés capturés par l'armée ont été logés au lycée Cibitoke la nuit de ce lundi à mardi ils y sont arrivés aux environs de 20h, d'autres vers 21h. Certains élèves de la classe de 10^{ème} qui se préparaient aux examens de repêchage ont préféré quitter l'internat pour demander abri dans les maisons environnantes. Plus de 10 OPJ ont été mobilisés depuis le matin de ce mardi pour faire l'interrogatoire de ces rebelles dans la cour intérieure du lycée Cibitoke ou certains habitants s'étaient rassemblés pour les observer. Le porte-parole de l'armée le colonel Gaspard Baratuza a indiqué ce mardi que les activités de ratissage continuent et que d'autres rebelles continuent à se rendre. Signalons que des sources de Bukinanyana indiquent que des coups de feu continuent à se faire entendre depuis le matin de ce mardi.

- Ce mardi après-midi, 80 de ces personnes ont été présentées devant la justice de la province Cibitoke. Mais, le procès n'a pas eu lieu quant au fait, certains prisonniers ont demandé du temps pour qu'ils puissent se chercher des avocats alors que d'autres ont demandé à ce qu'ils soient entendus devant un tribunal militaire puisqu'ils sont des militaires encore en activité. Malgré une séance de libération à huis clos, le tribunal a décidé d'accorder deux jours à ceux qui veulent se défendre avec des avocats mais, ceux qui voulaient être jugés devant un autre tribunal ont été déboutés. Ainsi, leur procès reprend le 17 prochain.